

SUR LA TERRE SANS LE CIEL

Propos recueillis par Christine Pedotti 1 Décembre 2016

[Marcel Gauchet](#), [Interview](#), [démocratie](#), [Religion](#), [politique](#)



Photo : © Jacques Guez/AFP

Philosophe et historien, Marcel Gauchet n'a cessé de travailler sur le rapport entre la démocratie et la religion. L'une et l'autre assurent le vivre ensemble. Mais pas sur les mêmes bases.

TC : Est-ce qu'on peut construire une société sans transcendance ? Autrement dit, pouvons-nous trouver des raisons solides pour vivre ensemble sans une loi qui serait énoncée en dehors de nous par une puissance divine ou naturelle ?

Marcel Gauchet : C'est une vraie question. Qu'est-ce qui va nous lier alors que la religion s'estompe dans nos sociétés ? À votre question précise – construire une société sans transcendance –, je réponds sans hésiter : « Oui, c'est possible, et d'ailleurs, c'est ce que nous avons déjà réalisé sans le savoir. »

Alors, certes, ça ne marche pas très bien. On voit bien que la démocratie n'est pas en très grande forme. Ça ne veut pas dire qu'il faut abandonner, ça veut dire que beaucoup reste à faire et à perfectionner, et c'est notre question aujourd'hui. Et il faut le faire vite car, pour qu'il puisse y avoir un progrès de notre société, encore faut-il qu'il reste une société. La question est donc urgente et c'est celle du siècle qui vient, pour les Occidentaux, et assez vite pour beaucoup d'autres peuples, qui n'y sont pas encore mais y viennent.

Il faut rappeler d'où nous venons. Depuis les origines des sociétés humaines, ce qui a uni les humains a été la représentation d'une transcendance qui les dominait. Dans ce monde qui nous a précédé, ce qui a fédéré les gens, c'est une croyance commune, et une croyance qui portait sur des objets qui étaient au-delà de l'expérience sensible afin qu'ils ne puissent pas appeler la controverse. C'est ce monde que nous avons quitté.

Quelqu'un comme Régis Debray pense que c'est une parenthèse et qu'il faudra d'une façon ou d'une autre revenir à une réponse fédératrice qui sera une transcendance. Soit on verra ressurgir une religion établie, soit il y aura l'invention d'une nouvelle religion.

Mais vous, vous ne le pensez pas ?

Pas du tout. Je regarde ce qui s'est passé, les émancipations de tout ordre que nous avons connues depuis deux siècles... Ma grand-mère ne cessait de s'étonner de ce qui était devenu possible, aux femmes tout particulièrement. Pour ma part, j'affirme qu'il est possible d'inventer des modes pour faire société autrement et que ce qui est commencé doit et peut être continué. De quoi s'agit-il ? Pour fédérer la société, on a tout simplement substitué la politique à la religion. C'est le cadre politique qui définit le vivre ensemble. Problème, dans l'opération, le politique a perdu son identité sensible.

D'abord, il a emprunté à la religion sa verticalité et donné à penser qu'il représentait plus grand que lui. Mais il s'en est éloigné en devenant en quelque sorte un cadre invisible. Ce qui ne l'empêche pas d'être contesté. Par exemple, on refuse l'opération de fichage des citoyens.

Ce qui est paradoxal, c'est que dans le même temps, une récente enquête indique qu'un nombre important de Français appellent de leurs vœux un pouvoir autoritaire.

Oui, c'est paradoxal, une sorte de folie. On veut tout en même temps. De l'autorité, l'évidence de la cohésion collective, d'où les crispations sur l'identité, et en même temps, le retrait de l'État, dont on dit qu'il coûte trop cher. Il est vrai que l'État coûte de plus en plus cher, mais on voit aussi que ceux qui, ailleurs qu'en France, ont voulu diminuer son coût ont apporté le chaos. C'est bien l'État, dans sa fonction politique large, qui assure la cohésion sociale. Mais nous n'en percevons plus que le coût et nous ne distinguons plus sa fonction.

Quelle issue voyez-vous à ce paradoxe ?

Il faut que nous apprenions à penser la véritable fonction du pouvoir, qui n'est pas de commander mais d'assurer les moyens de la vie collective. Ceci suppose une prise de conscience de la part des citoyens et citoyennes et une intériorisation de ce que nous pensions devoir être imposé de l'extérieur. Ça se passe dans la tête des gens, et ce n'est pas impossible, car c'est le mouvement de la modernité occidentale depuis le début. La contrainte extérieure a diminué et les gens ont « pris sur eux ». Il faut maintenant une étape supplémentaire d'intériorisation. Et ça nécessite du temps. Il a fallu un siècle pour installer le principe d'égalité des citoyens (et plus longtemps pour y intégrer les citoyennes), il faudra du temps pour faire encore un pas supplémentaire.

La philosophe [Cynthia Fleury](#), dans un récent entretien qu'elle nous accordait, parlait du caractère « déceptif » de la démocratie. Est-ce que vous diriez aussi qu'il va falloir que nous supportions cette déception ?

Non, je n'emploierais pas ce mot. Il ne s'agit pas de déception mais de compromis. J'entends bien qu'aujourd'hui la principale objection qui est faite aux hommes et aux femmes politiques, c'est : « Vous n'avez pas appliqué vos idées. » Mais, enfin, aujourd'hui, on est élu avec quoi ? 52% des suffrages. On fait quoi des 48% qui n'étaient pas d'accord ? Est-ce que la démocratie, c'est le pouvoir de 52% qui s'impose à 48% ? Bien sûr que non ? La démocratie, c'est le compromis. C'est un état infantile de la démocratie que de croire que sa propre opinion va s'imposer aux autres parce qu'on est majoritaire. Par définition, la démocratie est faite de contradictions, d'intérêts divergents.

Comment croire qu'un camp va imposer ses choix à tous les autres alors même que chaque camp est déjà traversé par des contradictions ? C'est de la toute-puissance infantile, et tout homme ou femme politique sensé sait bien qu'il ou elle ne pourra pas imposer sa vision ni mettre en œuvre son programme sans compromis. Espérons que ce sera le cas à droite, mais c'est vrai aussi – ô combien ! – à gauche. Quand j'entends parler de la « vraie gauche », qu'est-ce que ça signifie au fond ? Une gauche qui ferait comme si la droite n'existait pas...

Dans l'alternance qui se dessine en France, sans doute sera-t-on un peu plus à droite, mais la droite devra prendre en compte le fait qu'il existe des gens à gauche. Ils ne disparaissent pas du fait qu'ils sont minoritaires. Alors, bien sûr, tant qu'on ne sera pas conscient que c'est ainsi que doit fonctionner la démocratie et que c'est ainsi qu'elle fonctionne, on sera dans la déception. Dans une démocratie adulte, on ne dira pas : « Je vais appliquer vos idées et tant pis pour les autres », mais « Voilà ce que je pense, voilà mes grandes orientations et je vais passer des compromis. »

Il faut lutter contre cette idée de déception. François Hollande a fait ce qu'il a pu avec une droite qui existe, et j'espère que son successeur, sans doute de droite, aura la même attitude.

Si je suis votre pensée, cela signifie qu'on est en train de substituer au grand « Tout Autre » qu'était la transcendance divine la multiplicité des petits « autres », mes concitoyens et concitoyennes dont je vais devoir tenir compte ?

Oui, c'est un saut mental et une auto-éducation à la démocratie. Une ascension de la conscience démocratique nous est demandée. On a déjà commencé. Mais il est vrai qu'on a le souvenir de toutes les avancées qui ont été obtenues au cours des deux siècles qui viennent de s'écouler. On a connu une sorte d'ivresse, mais, après l'ivresse, il y a un effet de gueule de bois. Il faut maintenant avoir une vision un peu plus réaliste de la démocratie et de la liberté, de la façon

dont peut fonctionner une société de liberté. Je vais citer la dernière phrase du livre que j'achève : « L'histoire de la libération est derrière nous, l'histoire des libertés commence. »

En d'autres termes, il est plus facile – du moins intellectuellement, car il faut parfois avoir du courage physique – de se battre contre les oppressions que de s'engager pour quelque chose. D'autant que, d'une certaine façon, « nous ne savons pas encore très bien ce que nous avons à vouloir ». Cependant, ma conclusion, malgré des événements inquiétants comme l'élection américaine, est que nous pouvons créer quelque chose de nouveau, une nouvelle étape de la démocratie. Nous avons déjà commencé, il nous faut continuer. Oui, j'affirme que nous avons les moyens de créer une société de libertés.

Propos recueillis par Christine Pedotti